

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-Imc1344845-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
60	20	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/09/165</p> <p>BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - AJUSTEMENT DES DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENT :

Mme Pascale JANVIER.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/165

**O B J E T : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - AJUSTEMENT
DES DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES
ET CHARGES ET AUX DEPRECIATIONS DES ACTIFS
CIRCULANTS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1 et D5217-22,

VU l'instruction budgétaire et comptable M49,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°22/12/350 du Conseil Métropolitain en date du 15 décembre 2022 portant constitution des dotations aux provisions pour risques et charges et aux dépréciations des actifs circulants du budget annexe Assainissement,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 3 septembre 2024,

CONSIDERANT le principe comptable de prudence et le principe de sincérité budgétaire qui impliquent de comptabiliser dans les charges de la collectivité d'une part, les provisions destinées à couvrir les risques et charges que des événements inhérents à son activité, survenus ou en cours, rendent probables, et d'autre part, les dépréciations des actifs circulants,

CONSIDERANT que les dotations aux provisions et aux dépréciations doivent notamment être constatées :

1. Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la Métropole,
2. Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du Code de Commerce,
3. Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le Comptable Public,

CONSIDERANT la nécessité d'appréhender les risques et de se prononcer sur la nature des provisions à constater sur le budget annexe assainissement pour l'exercice 2024 :

1. Provisions pour litiges et contentieux (article 15111) :

- Contentieux avec recours à un avocat (hors personnel) :

Il s'agit de contentieux pour lesquels la Métropole a sollicité le recours à un avocat, que le contentieux soit d'ores-et-déjà introduit devant une juridiction ou qu'il soit encore en phase amiable, et qui présentent un risque sérieux d'emporter la responsabilité de la collectivité.

Il est proposé d'ajuster pour 2024 la dotation à 800 000 € au titre d'un contentieux indemnitaire.

- Provisions pour risques portant sur des frais de personnel :

- Néant -

2. Dépréciations des comptes de clients (compte 491) :

S'agissant des créances en attente de recouvrement, il est nécessaire de constituer une provision lorsque le recouvrement des créances apparaît compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

Le CGCT ne fixant pas de méthode de calcul, il incombe à la collectivité de déterminer les modalités de constitution.

Au vu des restes à recouvrer arrêtés au 31 décembre 2023, il est proposé d'ajuster les provisions comme suit :

- Le montant intégral des créances connues à ce jour pour lesquelles une procédure collective est ouverte à l'encontre des redevables concernés, il est évalué à 101 774 € ;
- Le montant des restes à recouvrer sur la période 2009 à 2023, estimés à 1 892 398 € (hors débiteurs publics, hors délais accordés par le comptable public et hors procédures collectives), selon les modalités suivantes :
 - Provisionnement à 100 % pour les créances inférieures à 30 € (seuil minimum des poursuites pour un redevable), elles sont estimées à 48 832 € ;
 - Provisionnement à hauteur de 50 % pour les créances comprises entre 30 € et 130 € (seuils réglementaires de mise en œuvre des oppositions à tiers détenteurs, 30 € auprès des tiers détenant des fonds pour le compte du redevable, ou 130 € auprès des établissements bancaires), elles sont estimées à 423 933 € soit une provision de 211 967 € ;
 - Provisionnement à hauteur de 30 % pour les créances supérieures à 130 €, elles sont évaluées à 1 419 632 € soit une provision de 473 211 €.

La provision totale s'élève à 835 784 € et sera ajustée en fin d'exercice soit par une reprise si la dépréciation s'avère trop importante, soit par une dotation complémentaire si celle-ci, au contraire, s'avère insuffisante.

CONSIDERANT que ces provisions seront constituées selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires conformément au récapitulatif suivant :

Provisions	Montant provisionné au 31/12/2023	Dotations 2024	Reprises 2024	Provision pour l'exercice 2024
Litiges et contentieux	900 000 €	0 €	100 000 €	800 000 €
Comptes de clients	597 405 €	238 379 €	0 €	835 784 €

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de comptabiliser les écritures d'ajustement suivantes :

Nature de la dotation	DEBIT	CREDIT	MONTANT
Provision pour litiges et contentieux	15111	7815	100 000 €
Dépréciation des comptes de clients	6817	491	238 379 €
TOTAL :			338 379 €

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'AJUSTER les provisions décrites ci-avant selon le régime de droit commun en tant que provisions semi-budgétaires.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires à leur comptabilisation seront inscrits au budget annexe assainissement pour l'exercice 2024.

ARTICLE 4

DE DIRE que ces provisions seront par la suite ajustées annuellement en fonction des besoins.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 74

CONTRE 0

ABSTENTION 6

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Anthony CIVETTINI,
Monsieur Philippe LEROY, Monsieur Jean-David MARION, Madame
Cécile MUSCHOTTI, Madame Rachel ROUSSEL.